



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 138 – 4^{ème} trimestre 2008

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Sommaire

Méthodologie	4
1. Synthèse	6
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	14
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	15
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>16</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>18</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>18</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	19
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>19</i>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>19</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>20</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>20</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>21</i>
5. Risques sectoriels	22
6. Rappel des taux	24
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>24</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>24</i>
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<i>24</i>
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	<i>24</i>
7. Monnaie fiduciaire	25
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>25</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>25</i>

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Une crise financière persistante dont les effets économiques se font de plus en plus sentir

L'actualité économique et financière internationale continue d'être très largement dominée par les effets de la crise financière qui s'étendent de manière croissante à la sphère économique. Une coordination internationale de gestion de la crise a été progressivement mise en oeuvre, que ce soit au sommet des chefs d'Etat du G20 à Washington en novembre 2008 ou lors du Conseil Ecofin dans le courant du mois de décembre. Parallèlement, des initiatives ont été très rapidement prises au niveau national par les gouvernements, pour relancer la croissance économique et endiguer la crise qui touche l'ensemble du secteur bancaire et financier.

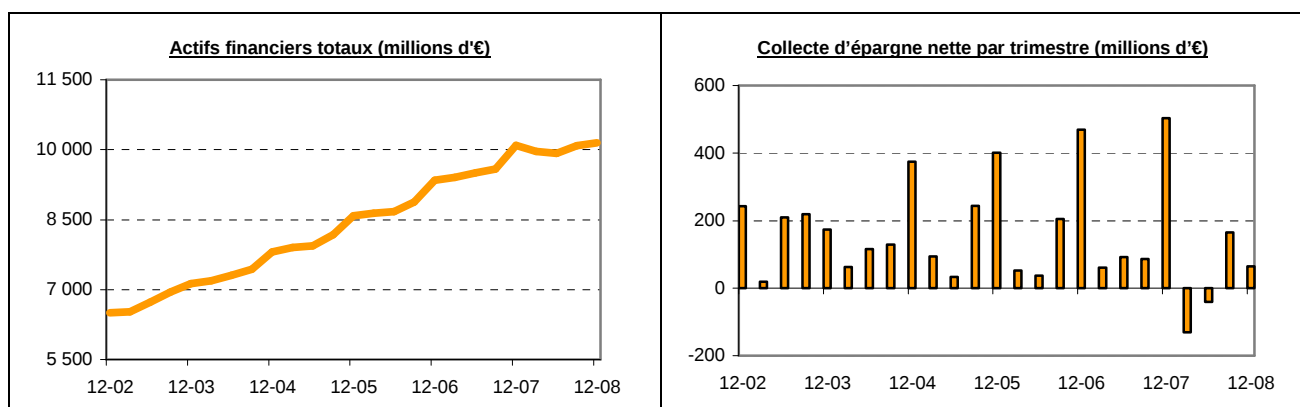
Les plans de relance annoncés successivement témoignent de l'ampleur de cette crise. En France, le gouvernement a mis en place un vaste plan de financement de l'économie visant à soutenir l'octroi de crédits par l'apport de liquidités aux banques (via la création de la SFEF, Société de Financement de l'Economie Française) et le renforcement des fonds propres des banques (via la SPPE, Société de Prise de Participation de l'Etat). Par ailleurs, un plan de relance de l'économie a été annoncé courant décembre 2008 pour une enveloppe globale de 26 milliards d'euros. Dans le même esprit, l'Allemagne a adopté courant janvier 2009 un plan de relance de 50 milliards d'euros, précédant celui voté par le Congrès des Etats-Unis en février, pour un montant de 787 milliards de dollars, assorti d'un vaste plan de sauvetage des banques américaines.

Dans ce contexte, les banques centrales ont poursuivi la politique de détente monétaire. La FED a annoncé en décembre 2008 une baisse historique de 100 points de base de son principal taux directeur, qui se situe désormais dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %. De son côté, la BCE a diminué à six reprises son taux de refinancement des opérations principales depuis le mois d'octobre 2008. Il s'établira à 1,25% à compter du 8 avril 2009.

Face à cette conjoncture économique et financière dégradée, les indices boursiers internationaux continuent d'être orientés à la baisse, tout comme le prix du pétrole et le cours de l'ensemble des matières premières. A l'inverse, le taux de change euro dollar est demeuré relativement stable sur la fin de l'année 2008 et le début de l'année 2009, dans une fourchette située entre 1,2 et 1,4.

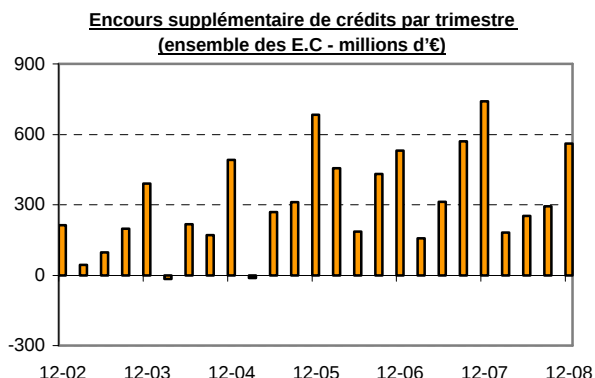
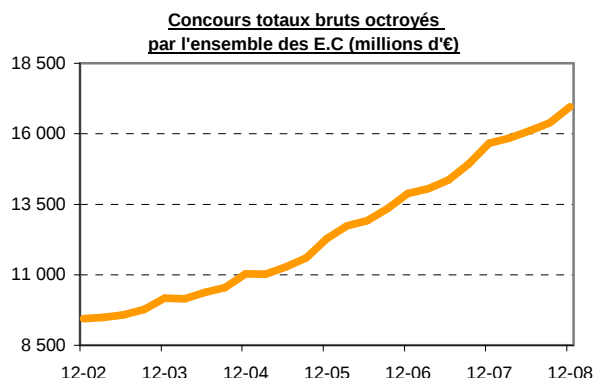
2 – La collecte s'inscrit en net ralentissement et les octrois de crédit bien qu'en retrait par rapport aux années antérieures, demeurent soutenus

Contrairement aux années précédentes, le quatrième trimestre 2008 n'a pas enregistré la traditionnelle accélération de l'octroi de crédits et de la collecte d'épargne. L'offre de crédits est cependant demeurée soutenue avec une croissance des concours bruts locaux de +288 millions d'€ sur le quatrième 2008 (à comparer à une hausse de +521 millions d'€ pour les concours bruts locaux au quatrième trimestre 2007). Il n'en va pas de même pour la collecte d'épargne qui ne croît que de +65 millions d'€ au quatrième trimestre 2008 (contre +504 millions d'€ au quatrième trimestre 2007).



Sur l'ensemble de l'année, les encours bruts de crédit locaux ont progressé de 857 millions d'€ (+7,3%) et la collecte de dépôt de 59 millions d'€ (+0,6%).

Si la place financière réunionnaise est demeurée relativement préservée des désordres observés sur les marchés financiers au cours du deuxième semestre 2008 (aucun établissement de crédit ne fait état de difficultés particulières, que ce soit en termes d'accès à la ressource ou de résultats financiers), les établissements implantés dans le département ont subi une hausse de leur coût de refinancement et sont surtout impactés par le ralentissement de l'activité économique, accentué par les difficultés du secteur du bâtiment propre au département de la Réunion, par les interrogations concernant la future loi de défiscalisation et par la fin de plusieurs grands chantiers publics.

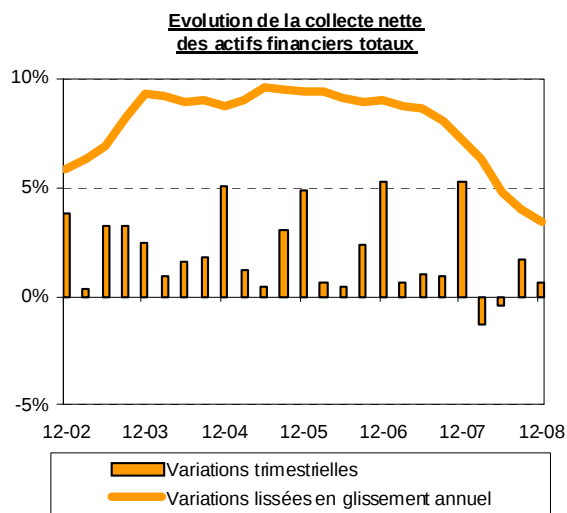


Selon les anticipations des dirigeants des établissements de crédit réunionnais exprimées dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les perspectives d'activité bancaire dans le département au cours du second trimestre 2009 laissent présumer la poursuite d'une situation relativement morose localement. Les mouvements sociaux de mars 2009 ne devraient pas améliorer la situation économique du département.

2.1 - Un ralentissement marqué des actifs financiers collectés à la Réunion,...

A l'inverse de ce qui est constaté habituellement, la collecte d'épargne n'a pas connu de forte accélération au cours du quatrième trimestre. En effet, les derniers trimestres des quatre années précédentes ont enregistré une croissance de la collecte de ressources de l'ordre de +5% par rapport aux trimestres antérieurs. L'ensemble de l'année 2008 est ainsi restée atypique, après les deux premiers trimestres de diminution de la collecte.

La hausse de la collecte s'établit à +65 millions d'€ entre septembre et décembre 2008 (+0,6%) après avoir atteint +166 millions d'€ (+1,7%) au troisième trimestre 2008. Sur douze mois glissants, la hausse de la collecte d'épargne s'établit à +59 millions d'€ (+0,6%), en très net ralentissement par rapport aux trimestres précédents (+498 millions d'€ soit +5,2% à fin septembre 2008 et +420 millions d'€ soit +4,4% à fin juin 2008).

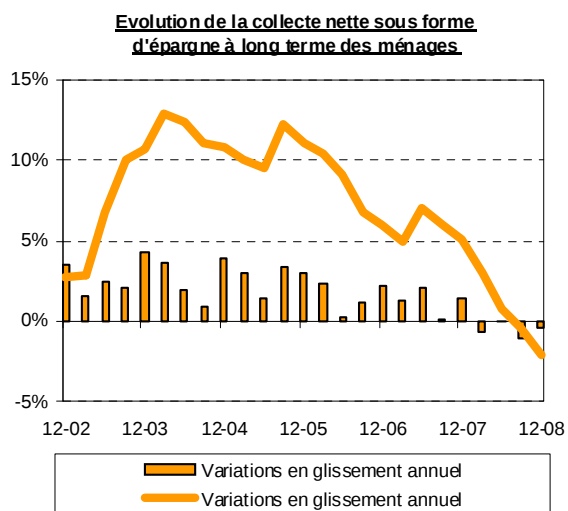
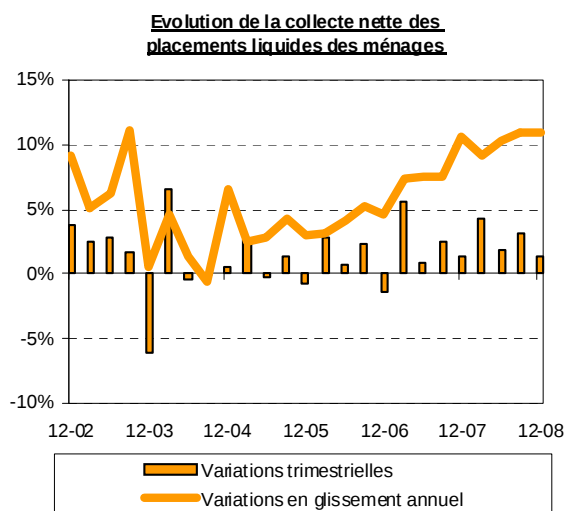
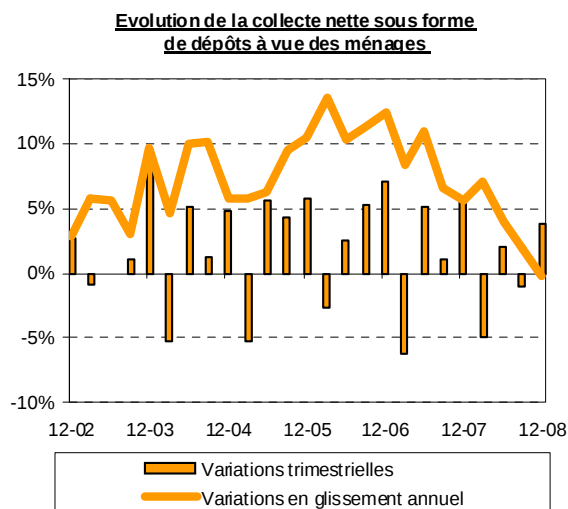
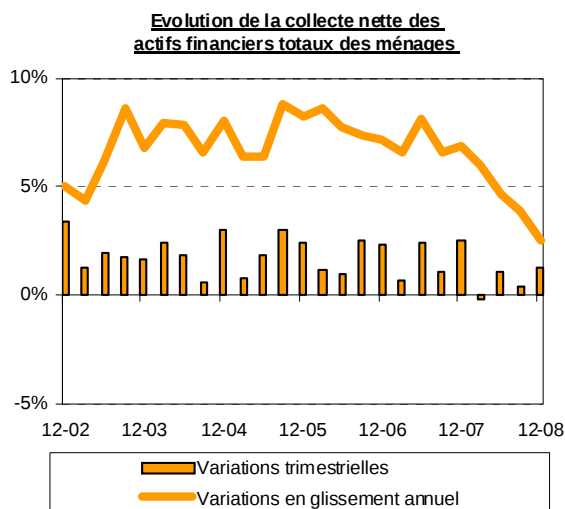


Il s'agit de la plus faible croissance de la collecte d'épargne enregistrée au cours d'un quatrième trimestre durant les décennies 1980 à 2000.

a) Une faible croissance des actifs financiers détenus par les ménages

L'épargne collectée par les **ménages** a progressé de manière très modérée au quatrième trimestre 2008, avec une variation limitée à +90 millions d'€ (soit +1,2%) après +26 millions d'€ (+0,4%) au cours du trimestre précédent. Il faut remonter à l'année 2003 pour retrouver une croissance aussi faible au quatrième trimestre. Pour mémoire, l'année 2003 avait enregistré de mauvaises performances sur les marchés financiers en liaison avec l'explosion de la bulle spéculative boursière des valeurs internet. De manière comparable l'année 2008 a enregistré de très mauvaises performances en bourse suite à la crise financière et économique née à l'été 2007. L'épargne des ménages s'établit ainsi à 7,3 milliards d'€, représentant 71,7% de l'épargne totale collectée dans le département à fin décembre 2008.

Mesuré en glissement annuel, le ralentissement est perceptible depuis le début de l'année 2008, avec une hausse qui ne s'établit plus qu'à +2,5% à fin décembre 2008 par rapport à fin décembre 2007 (contre +6,9% à la fin de l'année 2007).



Ce ralentissement global de l'épargne des ménages s'explique par les mauvaises performances affichées par deux des trois grandes familles d'actifs financiers composant les placements des ménages : les dépôts à vue et surtout l'épargne à long terme.

En croissance de +69 millions d'€ (+3,8%) par rapport à fin septembre 2008, les disponibilités à vue diminuent de -4 millions d'€ par rapport à la même période de l'année précédente (-0,2%). Cette diminution peut notamment s'expliquer par les tensions financières des ménages réunionnais qui pourraient les avoir conduit à ponctionner leurs disponibilités.

Ce sont principalement les placements à long terme qui sont concernés par ce mouvement de diminution des encours, avec trois trimestres de baisse enregistrés au cours de l'année 2008. L'épargne à long terme des ménages diminue de -12 millions d'€ sur le quatrième trimestre 2008 et de -64 millions d'€ sur l'ensemble de l'année 2008. Certains produits d'épargne à long terme, comme les plans d'épargne logement (-6,5% par rapport à fin décembre 2007) ou les plans d'épargne populaires (-13,9%) s'inscrivent dans une tendance baissière depuis plusieurs années, tandis que les placements sous forme d'actions (-21,5% sur le quatrième trimestre et -41,5% par rapport à fin décembre 2007) et d'OPCVM titres (-6,1% sur le quatrième trimestre et -21,6% par rapport à fin décembre 2007) subissent les effets des pertes de valorisation des marchés boursiers liées à la crise financière. Si les produits d'assurance-vie, qui ont longtemps constitué un placement privilégié des épargnants réunionnais, continuent de progresser, la hausse ralentit très fortement et n'atteint plus que +0,7% sur le quatrième trimestre 2008 (et +5,2% par rapport à fin décembre 2007). Pour mémoire, le rythme de progression enregistré au quatrième trimestre de l'année 2007 s'établissait à +13,0% sur douze mois. Seuls les placements sous forme d'obligations et de plans d'épargne retraite populaire continuent de croître rapidement (respectivement de +33,6% et de +20,8% en glissement annuel).

A l'inverse, les placements liquides connaissent toujours un net engouement des épargnants réunionnais, avec des rythmes de progression significatifs (+33 millions d'€ au quatrième trimestre 2008 après +75 millions d'€ au troisième trimestre). Les comptes d'épargne à régime spécial bénéficient notamment de l'intérêt des ménages pour les livrets A, dont la collecte nette a crû de +20 millions d'€ (+3,4%) au quatrième trimestre 2008 et de +59 millions d'€ (+11,0%) sur l'ensemble de l'année 2008. Ce produit d'épargne, qui semblait en perte de vitesse au cours des années 2004, 2005 et 2006, profite depuis 2007 du relèvement de son taux de rémunération et depuis 2008 des inquiétudes des ménages vis-à-vis des placements sous forme d'OPCVM ainsi que des effets des campagnes de publicité de la Banque Postale avant la mise en concurrence de la distribution du livret A.

Les placements liquides indexés sur les taux de marché enregistrent une légère baisse au cours du quatrième trimestre (-19 millions d'€ soit -3,4%) mais s'inscrivent en forte hausse sur l'ensemble de l'année 2008 (+120 millions d'€ soit +29,2%). Les comptes à terme continuent ainsi d'enregistrer une forte croissance (+23 millions d'€ soit +6,1% sur le quatrième trimestre et +118 millions d'€ soit +42,5% sur l'année 2008), bénéficiant notamment de politiques incitatives des établissements bancaires et d'une recherche de sécurité des épargnants réunionnais. A l'inverse, les encours des OPCVM monétaires enregistrent un recul de -43 millions d'€ (-26,2%) sur le quatrième trimestre, ramenant leur croissance sur l'année 2008 à +2 millions d'€ (+1,6%).

b) Une forte baisse des placements des sociétés non financières

Les placements détenus par les **sociétés non financières** s'inscrivent pour leur part en nette baisse au quatrième trimestre 2008 (-59 millions d'€ soit -2,4%) ainsi que sur douze mois glissants (-137 millions d'€ soit -5,4%). Ils atteignent 2,4 milliards d'€ à fin décembre 2008, représentant 23,6% de l'épargne totale collectée à la Réunion. Les sociétés non financières ont ainsi enregistré trois trimestres de baisse de l'encours de leurs placements au cours des quatre derniers trimestres. Il peut être souligné que cela constitue le premier recul annuel des placements des sociétés non financières observé, au minimum depuis 1997. Au plus fort de l'explosion de la bulle spéculative sur les valeurs internet, les placements des sociétés non financières avaient continué de croître modérément.

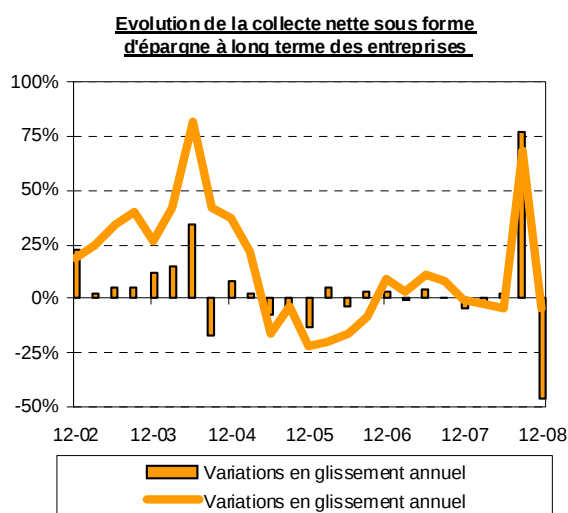
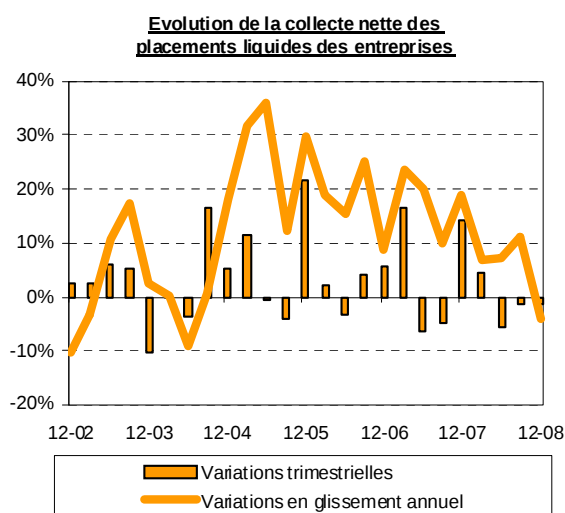
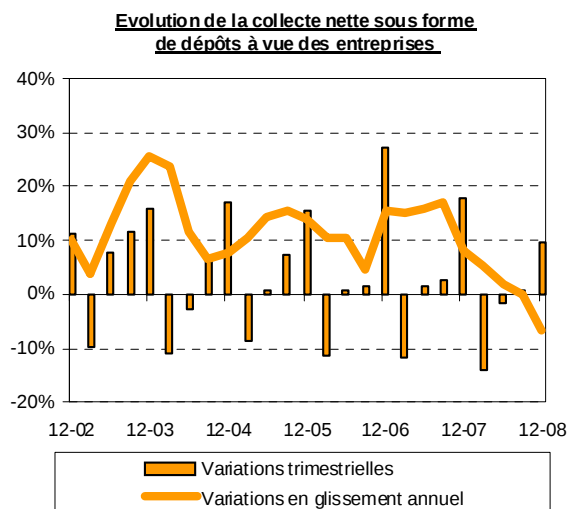
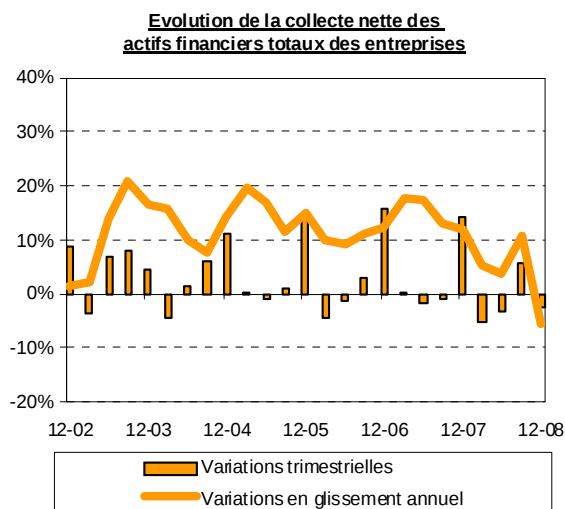
Toutes les formes de placements des entreprises s'inscrivent en baisse en glissement annuel sur douze mois. Les disponibilités à vue des entreprises reculent ainsi de -86 millions d'€ (soit -6,8%) sur l'année 2008, même si ces dernières progressent de +107 millions d'€ sur le dernier trimestre 2008, conformément à ce qui est usuellement observé lors de chaque quatrième trimestre. Pour mémoire, les disponibilités à vue des sociétés non financières avaient progressé de +193 millions d'€ au quatrième trimestre 2007 et de +253 millions d'€ au quatrième trimestre 2006.

Les placements liquides des entreprises s'inscrivent également en recul pour le troisième trimestre consécutif (-15 millions d'€ entre septembre et décembre 2008 soit -1,4%), portant la baisse des encours collectés à -42 millions d'€ sur les douze derniers mois, soit -3,9%.

Enfin, l'épargne à long terme des sociétés non financières recule très fortement au quatrième trimestre 2008 (-151 millions d'€), du fait essentiellement du recul des placements sous forme d'obligations

Conjoncture financière et bancaire

(-148 millions d'€ entre septembre et décembre 2008), placements qui avaient fortement progressé le trimestre précédent (+154 millions d'€ au troisième trimestre 2008).



2.2 - ... et des financements bancaires en progression mais pour lesquels un ralentissement est également perceptible

L'ensemble des **concours bruts totaux zone et hors zone** enregistre une croissance de +561 millions d'€ au quatrième trimestre 2008 (+3,4%), en accélération par rapport aux trimestres précédents (+294 millions d'€ soit +1,8% au troisième trimestre 2008 et +251 millions d'€ soit +1,6% au second trimestre 2008).

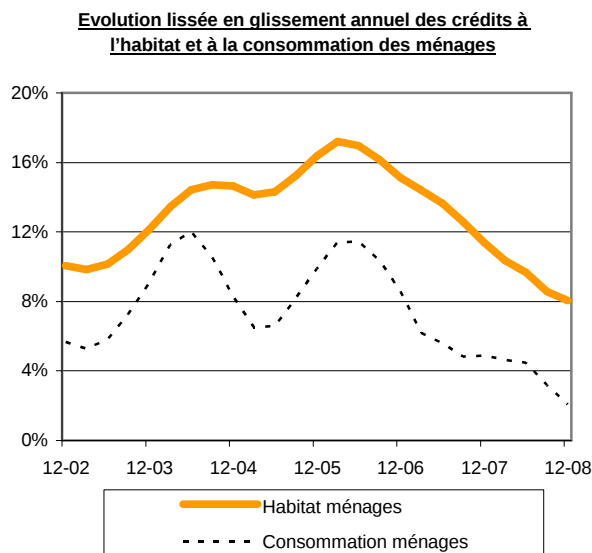
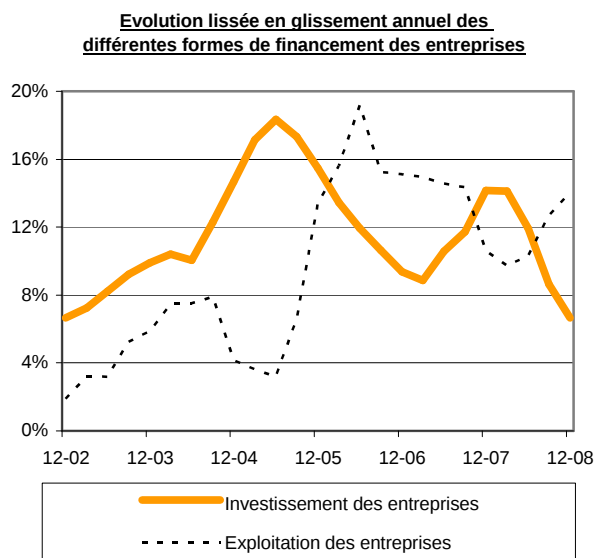
Si cette croissance semble refléter un bon niveau d'activité, elle se situe à un niveau inférieur à celui enregistré l'année précédente au cours de la même période (+740 millions d'€ soit +5,0% au quatrième trimestre 2007). Ce ralentissement de la croissance des concours bruts à l'économie est également perceptible dans l'évolution en glissement annuel de l'encours, avec une hausse ramenée à +8,2% à fin décembre 2008 contre +9,8% à fin septembre 2008 et +12,1% à fin juin 2008.

Les entreprises ont été les principales bénéficiaires de la hausse des encours enregistrés au quatrième trimestre 2008 (+249 millions d'€ soit +3,3%), devant les collectivités locales (+119 millions d'€ soit +7,2%) et les ménages (+91 millions d'€ soit +1,5%). Cette évolution diffère des trimestres précédents, où les encours de crédits des entreprises et des ménages progressaient de manière relativement comparable (+127 millions d'€ au troisième trimestre 2008 et +112 millions d'€ au second trimestre pour les entreprises et +118 millions d'€ au troisième trimestre et +94 millions d'€ au second trimestre pour les ménages) ; les prêts aux collectivités locales s'étant inscrits en recul au cours des

Conjoncture financière et bancaire

deux trimestres précédents (-16 millions d'€ au troisième trimestre après -25 millions d'€ au second trimestre).

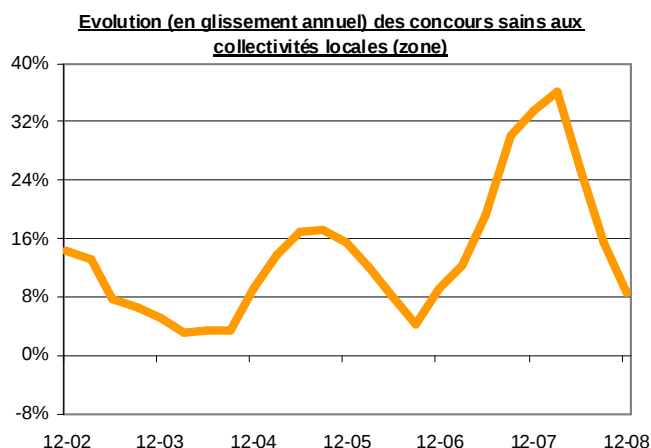
L'encours total de **créances douteuses** brutes pour l'ensemble des établissements de crédit progresse de +38 millions d'€ (+5,6%) sur le quatrième trimestre 2008 (après +29 millions d'€ au troisième trimestre) et s'établit à 712 millions d'€ à fin décembre 2008. Cette progression plus rapide des créances douteuses se répercute sur le taux de créances douteuses qui se dégrade légèrement pour le troisième trimestre consécutif à 4,2% à fin décembre contre 4,1% au trimestre précédent et 3,8% - minimum historique - à fin mars 2008.



Les **crédits sains aux ménages**, qui constituent la première composante des financements à l'économie consentis par le **système bancaire local** (48,3% des 11,9 milliards d'€ de concours sains) mais la deuxième en tenant compte des concours consentis par les établissements hors zone (38,1% des 16,2 milliards d'€ de concours sains totaux zone et hors zone), n'ont pas enregistré l'accélération traditionnelle des octrois de crédits à l'habitat des ménages au quatrième trimestre 2008. Pour les seuls concours consentis localement, le rythme de progression s'est ainsi élevé à +77 millions d'€ (+1,4%) entre septembre et décembre 2008, après +103 millions d'€ au troisième trimestre 2008 et +79 millions d'€ au second trimestre. La croissance des crédits à l'habitat a été limitée à +99 millions d'€ sur le trimestre, soit +2,5% (à comparer à une progression de +157 millions d'€ au quatrième trimestre 2007, soit +4,3%). Les crédits de financement de la consommation se sont par ailleurs légèrement contractés au quatrième trimestre 2008 (-22 millions d'€ soit -1,3%). Cette baisse des encours de crédits à la consommation des ménages doit notamment être mise en parallèle avec le recul des ventes de véhicules automobiles enregistré depuis le mois d'octobre 2008. De précédentes baisses avaient déjà été enregistrées par le passé, mais s'étaient produites au cours des premiers trimestres et non en fin d'année.

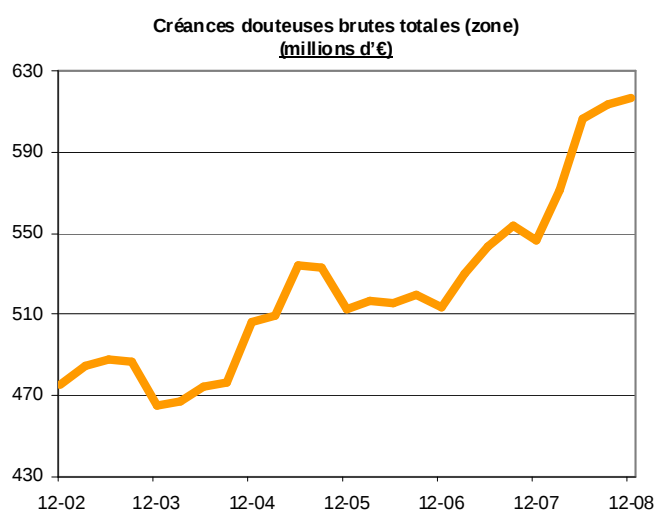
Les crédits consentis aux **entreprises**, qui représentent 43,6% des crédits sains consentis par les établissements locaux et 47,6% de l'ensemble des concours sains zone et hors zone, se sont à nouveau nettement accrus au cours du dernier trimestre de l'année 2008, mais à un rythme également en diminution par rapport aux années précédentes (+3,6% contre +4,6% un an auparavant et +5,3% deux ans auparavant). Le financement de l'investissement des entreprises par le système bancaire local, atone au cours des deux précédents trimestres, s'est renforcé de +83 millions d'€ au quatrième trimestre 2008 (+2,9%) tandis que le financement de l'exploitation des entreprises progressait de +68 millions d'€ (+5,4%). Enfin, les crédits immobiliers aux entreprises continuent de progresser de manière soutenue (+35 millions d'€ soit +4,1% au quatrième trimestre 2008 après +26 millions d'€ soit +3,1% au troisième trimestre).

Les concours consentis par le système bancaire local aux **collectivités publiques locales** stagnent à 587 millions d'€ (+8 millions d'€, soit +1,3%) après trois trimestres consécutifs de baisse (-1 million d'€ au troisième trimestre 2008, -40 millions d'€ au second trimestre et -11 millions d'€ au premier trimestre). Leur rythme de progression en glissement annuel devient ainsi négatif à fin décembre 2008 (-7,0%) alors qu'il s'élevait à +23,9% à fin septembre 2008.



2.3 – Une stabilisation du risque de crédit au quatrième trimestre 2008

Les **créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux** s'établissent à 617 millions d'€ à fin décembre 2008, en légère hausse (+2 millions d'€ soit +0,4%) sur le quatrième trimestre 2008. Le rythme de croissance des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux continue ainsi de ralentir par rapport aux trimestres précédents, celles-ci s'étant notamment accrues de +1,3% au troisième trimestre et de +6,1% au second trimestre.



Toutefois, ce ralentissement doit être relativisé, chaque quatrième trimestre d'année civile étant impacté par les comptabilisations de créances douteuses en pertes irrécupérables qui peuvent abaisser fictivement l'évolution trimestrielle du risque de crédit. Sur douze mois glissant, les créances douteuses brutes progressent de +70 millions d'€ (+12,8%). Les créances douteuses nettes sur les entreprises progressent rapidement sur le quatrième trimestre (+24 millions d'€ soit +17,2%) et plus encore sur les douze derniers mois (+52 millions d'€ soit +46,8%). A l'inverse, les créances douteuses sur les ménages diminuent fortement d'un trimestre sur l'autre (-25 millions d'€ soit -26,4% entre septembre et décembre 2008) et également sur douze mois glissants (-12 millions d'€ soit -14,3%).

Le taux de douteux s'établit ainsi à 4,9% en décembre 2008, en légère amélioration par rapport aux deux trimestres précédents où il s'établissait à 5,0% et 5,1%. Pour mémoire, le taux de créances douteuses brutes avait atteint un minimum de 4,7% un an auparavant, à fin décembre 2007.

2.4 – Les anticipations des dirigeants en matière d'activité bancaire continuent de traduire une dégradation du marché bancaire local

Les indicateurs relatifs à l'évolution du marché bancaire local, issus de l'enquête financière de conjoncture élaborée par l'Institut d'Emission auprès des dirigeants des établissements de crédit, font toujours état d'une situation dégradée de la conjoncture en termes d'activité et de rentabilité du système financier réunionnais en fin d'année 2008 et en début d'année 2009. Les opinions des dirigeants des établissements sur le marché de la collecte, mais également celui du crédit, que ce soit en faveur des particuliers (à la consommation ou pour l'habitat), ou en faveur des entreprises (pour le financement de l'équipement ou de l'exploitation) demeurent ainsi toujours nettement négatives.

Ces appréciations sont complétées par l'évolution des commissions prélevées qui s'inscrivent en net recul depuis le début de l'année 2008 ; cette situation continuant de prévaloir pour le premier semestre 2009. La dégradation de l'opinion des dirigeants des établissements de crédit locaux sur la situation du système bancaire s'observe également au niveau des diverses composantes de la rentabilité. Le produit

net bancaire, en recul constant tout au long de l'année 2008 pourrait se ressaisir au premier semestre 2009, mais le résultat net continuerait de s'inscrire en baisse. L'appréciation du coût du risque se dégrade également nettement tandis que l'environnement économique est désormais appréhendé de manière unanimement négative par l'ensemble des dirigeants des établissements de crédit au second trimestre 2009, pour le troisième trimestre consécutif.

3 – L'évolution des risques de la place recensés au SCR Banque de France

A fin décembre 2008, les encours des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de la Réunion (et les administrations publiques et autres personnes morales) s'élèvent à 10,8 milliards d'€, en hausse de +4,2% sur le quatrième trimestre 2008 (après +1,8% au troisième trimestre) et de +9,0% par rapport au même trimestre de l'année précédente (contre +8,1% à fin septembre 2008).

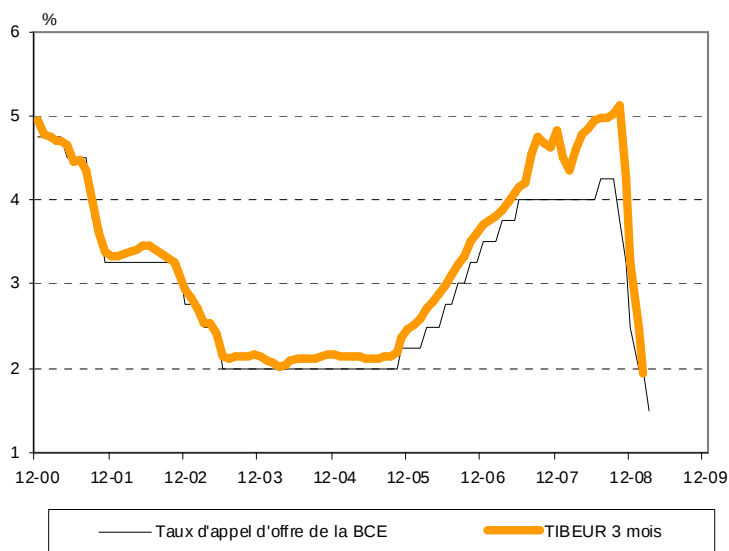
Les crédits à moyen et long terme représentent une proportion toujours aussi importante de l'ensemble des risques recensés (70,5% en décembre 2008 contre 69,4% en septembre 2008), tandis que le poids des financements à court terme continue de progresser légèrement (13,0% en décembre 2008 contre 12,0% le trimestre précédent). La différence est essentiellement constituée par les engagements de hors-bilan (13,5% en décembre 2008 contre 15,6% en septembre 2008). Pour mémoire, les financements sous forme de crédit bail représentent un poids de 3,0% en décembre 2008 tandis que les titrisations de crédits demeurent anecdotiques (0,13% des risques totaux).

Enfin, le poids du secteur de l'immobilier demeure prépondérant dans le total des risques de la place ; les financements sur ce secteur d'activité représentant ainsi 27,8% du total des crédits consentis aux entreprises et personnes morales (28,3% en septembre 2008). Les autres principaux secteurs d'activité en terme de risques portés sont les administrations publiques (17,7% des risques totaux en décembre 2008) et le secteur de la construction et du bâtiment et des travaux publics (15,0%).

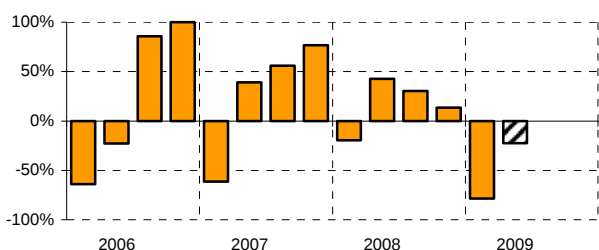
4 – Un assouplissement des conditions de refinancement au niveau européen qui pourrait se répercuter sur les taux de crédit aux ménages et aux entreprises

Le mouvement d'abaissement des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) enregistré à compter du mois d'octobre 2008, qui atteint désormais 300 points de base à 1,25% (à compter du 8 avril 2009) pour le principal taux directeur, et qui s'est traduit par un recul de même ampleur des taux de refinancement sur le marché monétaire, s'est répercuté sur les conditions débitrices pratiquées par les établissements bancaires réunionnais.

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises réalisée à la Réunion au moins de janvier 2009 a ainsi fait apparaître une baisse du **taux moyen pondéré global** de 112 points de base.



Le taux moyen des crédits consentis aux entreprises à la Réunion s'établit ainsi à 6,36% en janvier 2009 contre 7,48% six mois auparavant. Les taux de crédit à court terme diminuent plus rapidement (-153 points de base) que celui des crédits à terme (-33 points de base). Le coût du crédit aux entreprises retrouve ainsi son niveau d'il y a un an. Toutefois, la diminution enregistrée ce semestre est sans rapport avec l'abaissement des conditions de refinancement enregistrée sur le marché monétaire, qui ont annulé les hausses de ces trois dernières années. Pour mémoire, avant le renchérissement des taux de refinancement monétaire, en janvier 2006, le coût moyen du crédit aux entreprises à la Réunion s'établissait à 5,16%, soit 120 points de base en deçà des taux moyens actuels.



Etablissements interrogés : Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi, Oceor Lease Réunion, Réunibail, Cmoi, Crcmmom, Cfb, Etoile Oi, Natixis Factor, Cga et Banque Postale.

Year	Percentage Change
2006	-40%
2007	55%
2008	60%
2009	-10%

The bar chart displays the monthly percentage change in the labor force. The y-axis ranges from -100% to 100% in 50% increments. The x-axis shows the years 2006, 2007, 2008, and 2009. The data shows a period of growth in 2006, followed by a sharp decline in early 2007, a period of recovery through 2007 and 2008, and a final sharp decline in early 2009.

Month	Percentage Change (%)
Jan 2006	-85
Feb 2006	-10
Mar 2006	50
Apr 2006	2
May 2006	-60
Jun 2006	-60
Jul 2006	35
Aug 2006	55
Sep 2006	50
Oct 2006	50
Nov 2006	50
Dec 2006	48
Jan 2007	-10
Feb 2007	15
Mar 2007	-5

Year	Percentage Change (%)
2006	~5%
2007	~25%
2008	~85%
2009	~-85%

Year	Percentage Change (%)
2006	-5
2006	65
2006	-25
2006	-2
2007	-55
2007	70
2007	50
2007	20
2008	25
2008	45
2008	10
2008	-50
2009	-25
2009	-2

Year	Percentage Change
2006	80%
2007	-10%
2008	85%
2009	25%

Year	Percentage Change
2006	~5%
2007	~45%
2008	~90%
2009	~-45%

Year	Annual percentage change
2006	+55%
2007	-5%
2008	+20%
2009	-15%

Year	Annual percentage change
2006	-5%
2007	-25%
2008	-60%
2009	-55%

A bar chart showing the percentage change in the number of employees in the manufacturing sector from 2006 to 2009. The y-axis represents the percentage change, ranging from -100% to 100% in 50% increments. The x-axis shows the years 2006, 2007, 2008, and 2009. The bars are orange, except for the 2009 bar which is black with diagonal stripes. The data shows a significant decrease in 2009.

Year	Percentage Change (%)
2006	~65%
2007	~35%
2008	~65%
2009	~-75%

Year	Annual percentage change
2006	-100%
2007	-10%
2008	-20%
2009	-10%

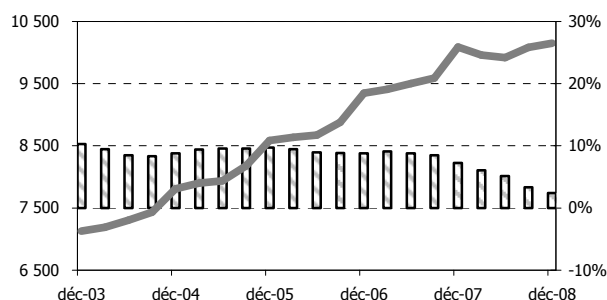
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	1 an	1 trim
Sociétés non financières	2 270,313	2 279,272	2 237,802	2 219,305	2 537,012	2 400,906	2 321,889	2 458,440	2 399,730	-5,4%	-2,4%
Dépôts à vue	1 177,856	1 039,027	1 055,649	1 082,372	1 275,260	1 094,065	1 075,837	1 082,275	1 189,064	-6,8%	9,9%
Placements liquides ou à court terme	904,766	1 053,349	987,870	941,700	1 074,717	1 125,081	1 060,594	1 047,411	1 032,567	-3,9%	-1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,192	2,913	3,394	1,230	0,929	0,941	0,804	0,688	0,719	-22,6%	4,5%
Placements indexés sur les taux de marché	901,574	1 050,436	984,476	940,470	1 073,788	1 124,140	1 059,790	1 046,723	1 031,848	-3,9%	-1,4%
<i>dont comptes à terme</i>	298,243	320,426	313,634	336,333	346,048	396,634	374,553	396,379	397,492	14,9%	0,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	252,892	321,775	341,102	301,624	327,073	304,984	271,756	257,922	212,843	-34,9%	-17,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	342,191	401,242	322,604	296,169	397,067	419,587	411,623	391,076	419,414	5,6%	7,2%
Epargne à long terme	187,691	186,896	194,283	195,233	187,035	181,760	185,458	328,754	178,099	-4,8%	-45,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	60,180	58,965	65,824	65,426	57,693	53,289	49,773	41,363	36,753	-36,3%	-11,1%
Ménages	6 640,318	6 682,975	6 844,117	6 921,239	7 097,805	7 084,581	7 162,193	7 187,317	7 276,917	2,5%	1,2%
Dépôts à vue	1 749,852	1 640,103	1 724,011	1 742,577	1 846,647	1 757,023	1 793,862	1 774,568	1 842,779	-0,2%	3,8%
Placements liquides ou à court terme	2 049,950	2 164,424	2 182,311	2 235,358	2 266,795	2 363,371	2 405,706	2 480,508	2 513,648	10,9%	1,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 743,290	1 783,263	1 794,421	1 818,918	1 855,259	1 900,314	1 914,255	1 929,762	1 981,872	6,8%	2,7%
dont livrets ordinaires	678,179	686,871	682,063	687,582	700,171	711,461	705,370	700,743	723,516	3,3%	3,2%
dont livrets A et bleus	494,419	507,092	510,818	518,723	535,760	550,932	558,500	574,912	594,428	11,0%	3,4%
dont livrets jeunes	33,836	33,525	34,304	35,415	36,904	37,006	37,598	37,883	39,830	7,9%	5,1%
dont livrets d'épargne populaire	132,594	133,164	130,997	132,362	128,520	132,448	135,384	137,084	137,414	6,9%	0,2%
dont livrets de développement durable	172,687	191,084	203,402	212,020	220,877	233,588	241,244	246,198	255,946	15,9%	4,0%
dont comptes d'épargne logement	231,575	231,527	232,837	232,816	233,027	234,879	236,159	232,942	230,738	-1,0%	-0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	306,660	381,161	387,890	416,440	411,536	463,057	491,451	550,746	531,776	29,2%	-3,4%
dont comptes créditeurs à terme	203,079	268,163	249,882	270,849	278,167	315,029	330,037	373,540	396,331	42,5%	6,1%
dont bons de caisse	19,514	21,284	18,146	14,949	13,561	12,924	12,418	12,141	13,673	0,8%	12,6%
dont OPCVM monétaires	84,067	91,714	119,862	130,642	119,808	135,104	148,996	165,065	121,772	1,6%	-26,2%
Epargne à long terme	2 840,516	2 878,448	2 937,795	2 943,304	2 984,363	2 964,187	2 962,625	2 932,241	2 920,490	-2,1%	-0,4%
dont plans d'épargne logement	859,595	846,527	828,114	814,362	823,680	808,923	791,055	769,991	769,858	-6,5%	0,0%
dont plans d'épargne populaire	98,496	93,886	89,745	85,853	84,768	82,379	79,135	75,011	72,990	-13,9%	-2,7%
dont actions	186,587	196,268	202,082	187,986	184,824	158,784	151,385	137,648	108,076	-41,5%	-21,5%
dont obligations	91,327	93,390	94,030	94,488	105,738	119,894	123,164	122,561	141,232	33,6%	15,2%
dont OPCVM non monétaires	191,859	191,882	195,306	195,807	187,940	170,833	163,682	156,886	147,351	-21,6%	-6,1%
dont contrats d'assurance-vie	1 398,107	1 441,026	1 510,472	1 547,527	1 579,751	1 605,635	1 635,760	1 651,286	1 662,114	5,2%	0,7%
dont contrats PERP	5,626	6,228	6,730	7,182	8,498	9,050	9,458	9,791	10,263	20,8%	4,8%
Autres agents	434,389	444,210	415,649	444,956	454,287	472,797	433,673	437,227	471,333	3,8%	7,8%
Dépôts à vue	128,478	115,019	87,734	102,641	115,510	136,621	100,872	115,298	113,412	-1,8%	-1,6%
Placements liquides ou à court terme	92,743	107,168	98,629	104,009	101,765	110,905	113,195	110,962	130,945	28,7%	18,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	14,230	13,927	14,389	14,140	14,372	14,421	14,004	14,116	14,434	0,4%	2,3%
Placements indexés sur les taux de marché	78,513	93,241	84,240	89,869	87,393	96,484	99,191	96,846	116,511	33,3%	20,3%
Epargne à long terme	213,168	222,023	229,286	238,306	237,012	225,271	219,606	210,967	226,976	-4,2%	7,6%
Total actifs financiers	9 345,018	9 406,459	9 497,566	9 585,501	10 089,105	9 958,287	9 917,750	10 082,992	10 147,986	0,6%	0,6%
Dépôts à vue	3 056,181	2 794,150	2 867,391	2 927,590	3 237,419	2 987,712	2 970,569	2 972,145	3 145,260	-2,8%	5,8%
Placements liquides ou à court terme	3 047,461	3 324,940	3 268,810	3 281,067	3 443,277	3 599,358	3 579,492	3 638,883	3 677,162	6,8%	1,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 760,711	1 800,101	1 812,206	1 834,290	1 870,562	1 915,677	1 929,061	1 944,568	1 997,027	6,8%	2,7%
dont livrets ordinaires	695,400	703,510	699,733	702,840	715,358	726,703	720,035	715,402	738,520	3,2%	3,2%
dont livrets A et bleus	494,619	507,293	510,933	518,836	535,876	551,052	558,644	575,056	594,578	11,0%	3,4%
dont livrets jeunes	33,836	33,524	34,304	35,414	36,904	37,006	37,597	37,883	39,829	7,9%	5,1%
dont livrets d'épargne populaire	132,593	133,163	130,996	132,362	128,520	132,449	135,383	137,085	137,416	6,9%	0,2%
dont livrets de développement durable	172,687	191,085	203,402	212,021	220,877	233,589	241,243	246,198	255,948	15,9%	4,0%
dont comptes d'épargne logement	231,576	231,526	232,838	232,817	233,027	234,878	236,159	232,944	230,736	-1,0%	-0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	1 286,750	1 524,839	1 456,604	1 446,777	1 572,715	1 683,681	1 650,431	1 694,315	1 680,135	6,8%	-0,8%
dont comptes créditeurs à terme	519,174	623,227	585,965	636,792	656,746	743,425	735,683	800,874	824,439	25,5%	2,9%
dont bons de caisse	27,778	28,294	25,296	21,308	17,159	15,858	14,276	13,486	15,772	-8,1%	17,0%
dont certificats de dépôt	342,191	401,242	322,604	296,169	397,067	419,587	411,623	391,076	419,414	5,6%	7,2%
dont OPCVM monétaires	397,607	472,076	522,739	492,508	501,743	504,811	488,849	488,879	420,510	-16,2%	-14,0%
Epargne à long terme	3 241,376	3 287,369	3 361,365	3 376,844	3 408,409	3 371,217	3 367,689	3 471,964	3 325,564	-2,4%	-4,2%
dont plans d'épargne logement	859,596	846,528	828,114	814,363	823,677	808,922	791,055	769,993	769,857	-6,5%	0,0%
dont plans d'épargne populaire	98,496	93,888	89,745	85,853	84,770	82,379	79,135	75,011	72,989	-13,9%	-2,7%
dont autres comptes d'épargne	8,919	9,240	11,317	10,099	9,164	8,689	8,986	9,067	8,607	-6,1%	-5,1%
dont actions	205,474	215,242	222,348	209,037	204,836	175,880	168,803	151,730	122,314	-40,3%	-19,4%
dont obligations	221,535	228,075	230,791	230,663	247,211	264,008	276,382	425,601	300,965	21,7%	-29,3%
dont OPCVM non monétaires	443,623	447,142	461,848	472,120	450,502	416,654	398,110	379,485	378,455	-16,0%	-0,3%
dont contrats d'assurance-vie	1 398,107	1 441,026	1 510,472	1 547,527	1 579,751	1 605,635	1 635,760	1 651,286	1 662,114	5,2%	0,7%
dont contrats PERP	5,626	6,228	6,730	7,182	8,498	9,050	9,458	9,791	10,263	20,8%	4,8%

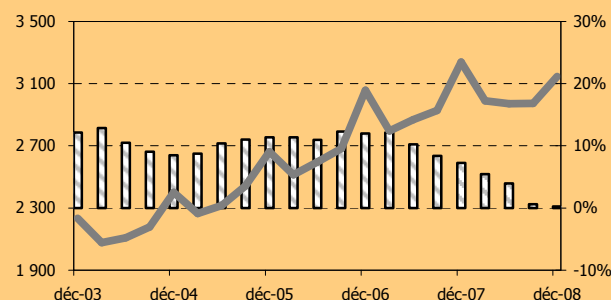
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

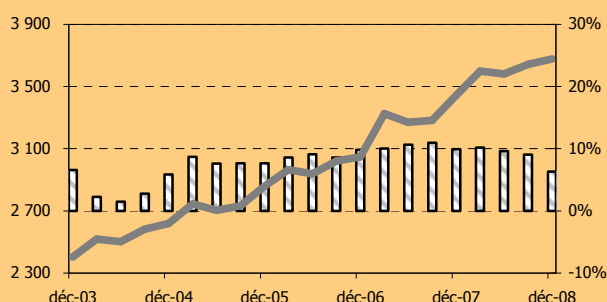
Ensemble des actifs financiers



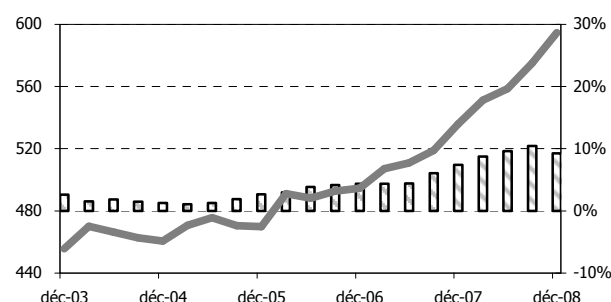
Dépôts à vue



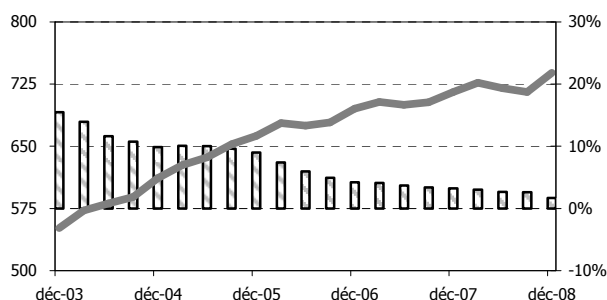
Ensemble des placements liquides ou à court terme



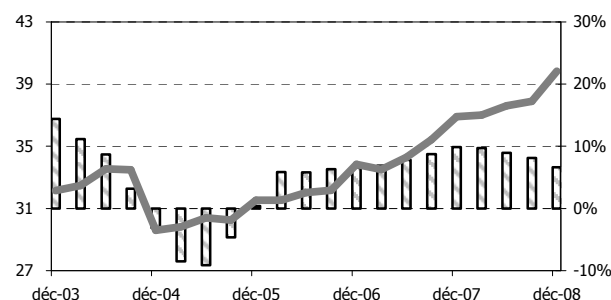
Livrets 'A' des caisses d'épargne



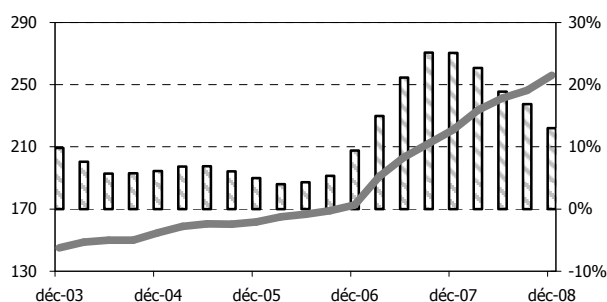
Livrets ordinaires



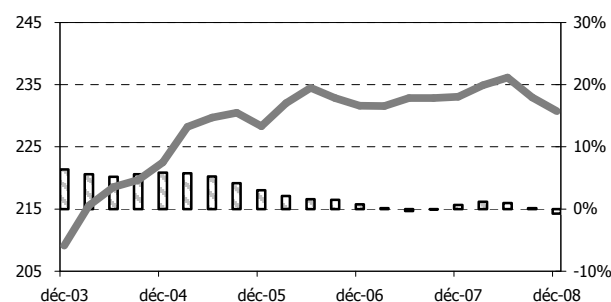
Livrets jeunes



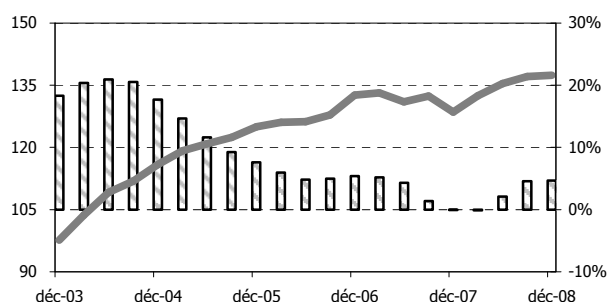
Livrets de développement durable



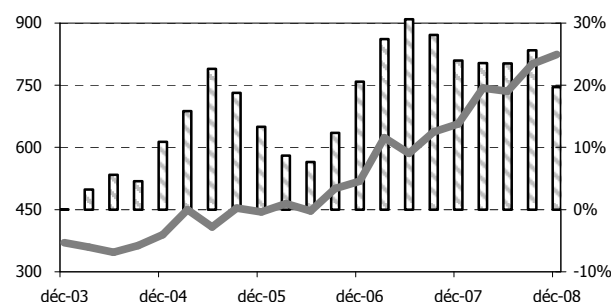
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



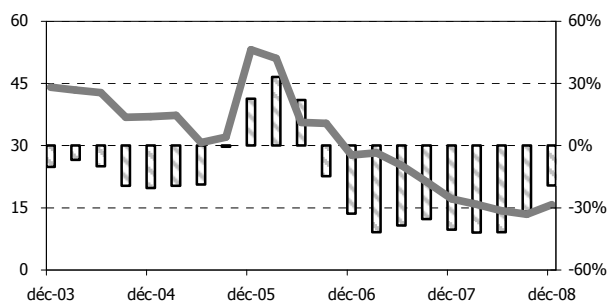
Dépôts à terme



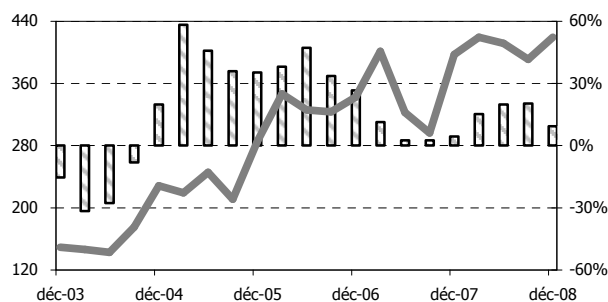
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

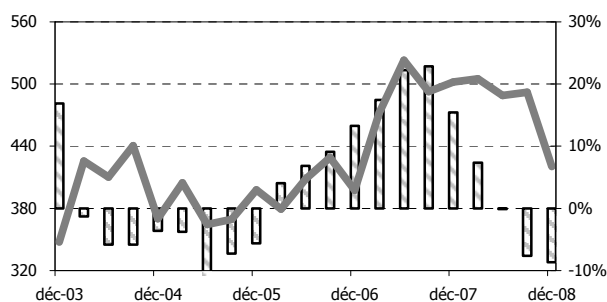
Bons de caisse et bons d'épargne



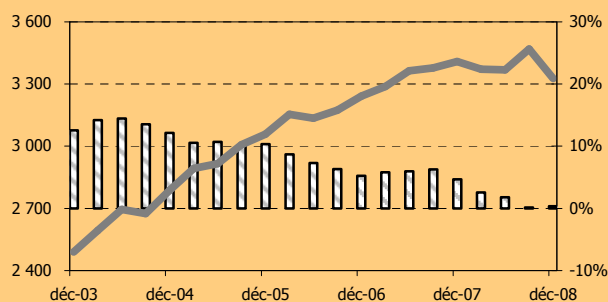
Certificats de dépôts négociables



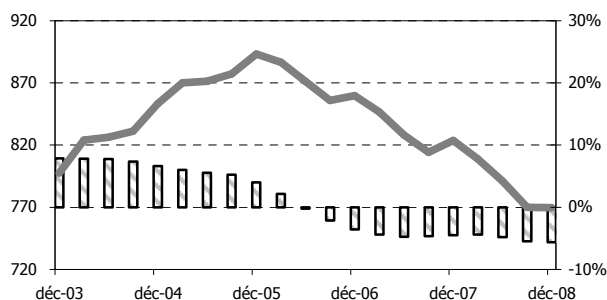
OPCVM monétaires



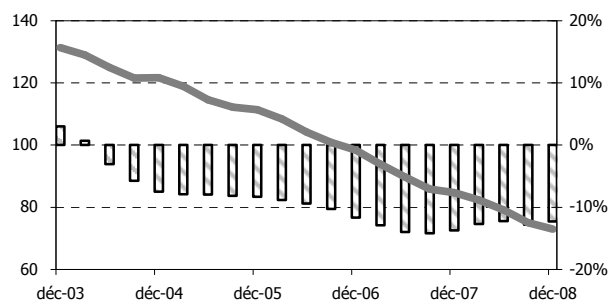
Epargne à long terme



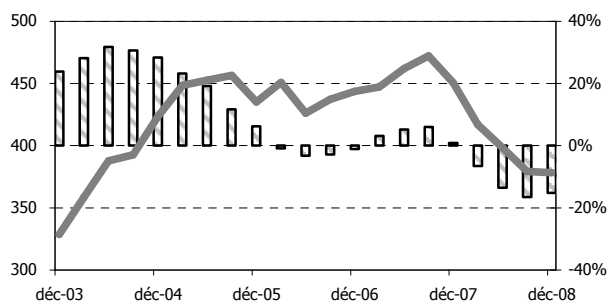
Plans d'épargne logement



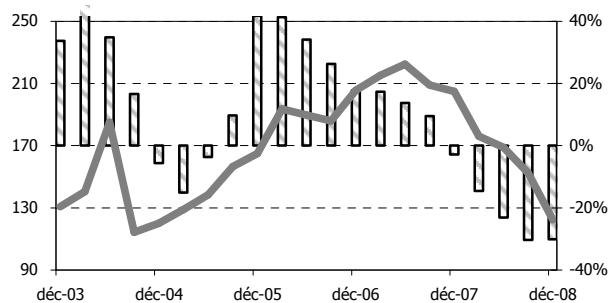
Plans d'épargne populaire



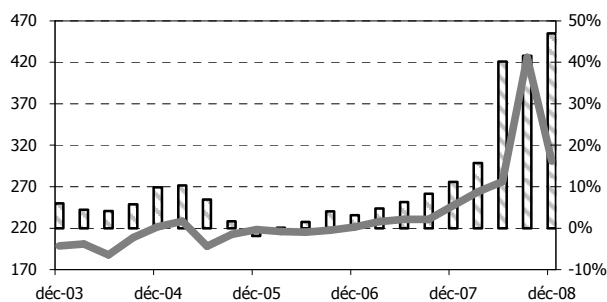
OPCVM titres en portefeuille titres



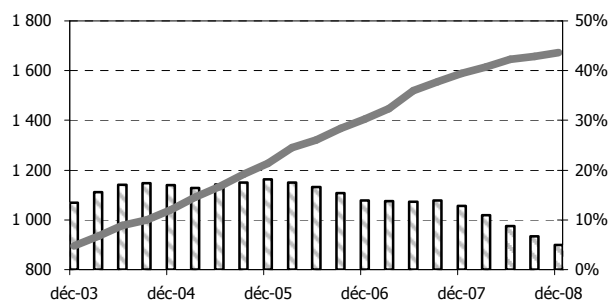
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres



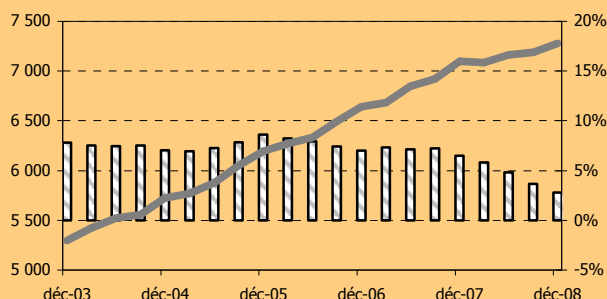
Assurance-vie



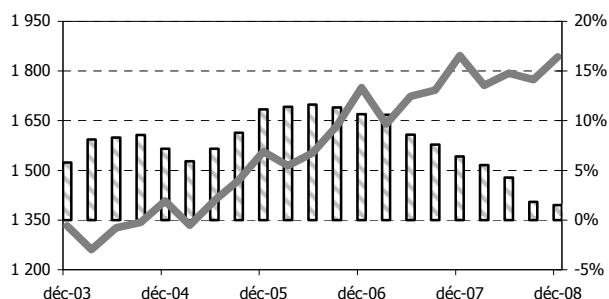
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

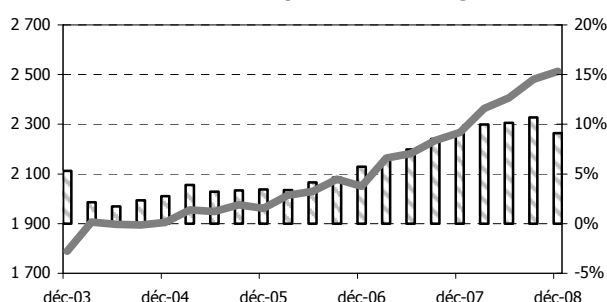
Ensemble des actifs financiers des ménages



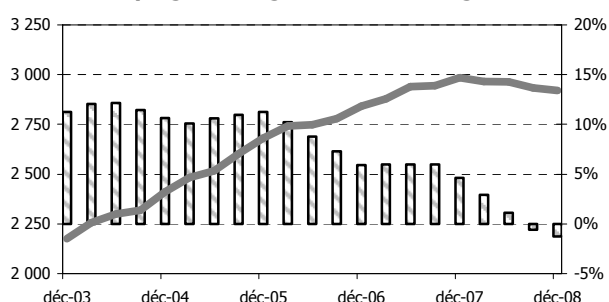
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides des ménages



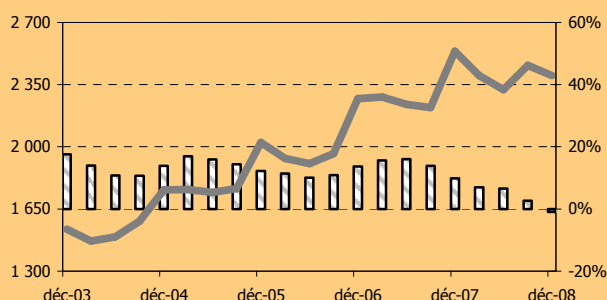
Epargne à long terme des ménages



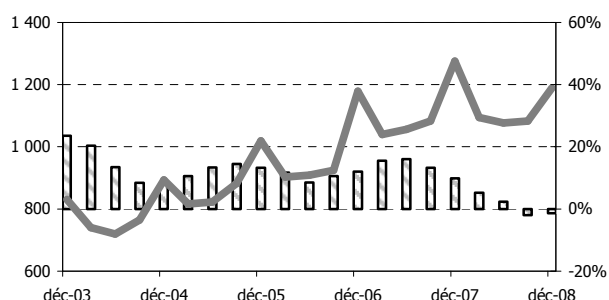
Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

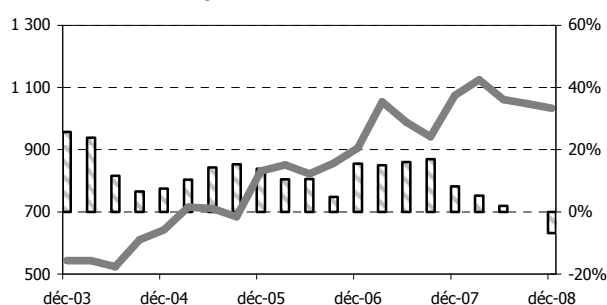
Ensemble des actifs financiers des sociétés non financières



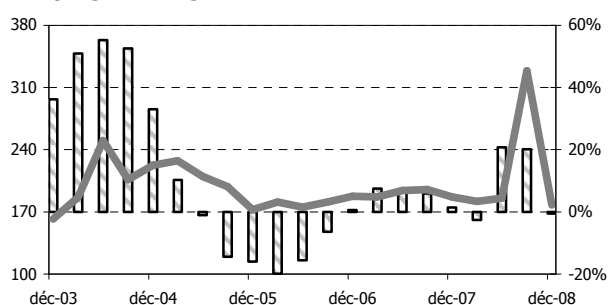
Dépôts à vue des sociétés non financières



Placements liquides des sociétés non financières



Epargne à long terme des sociétés non financières



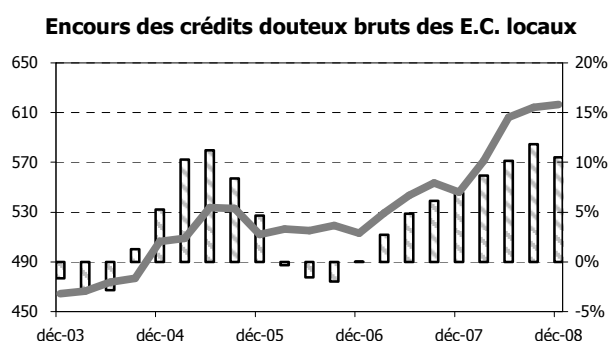
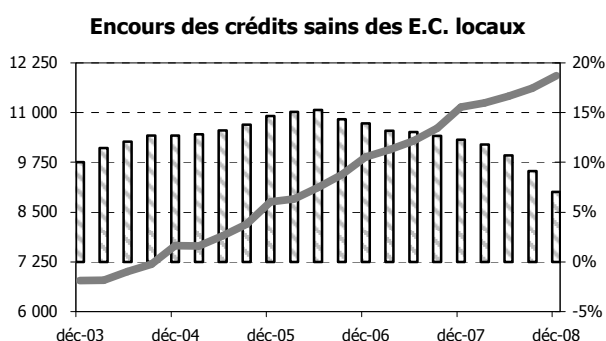
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 036,982	1 049,466	1 097,035	1 124,881	1 155,654	1 121,469	1 206,549	1 263,323	1 331,429	15,2%	5,4%
Créances commerciales	156,563	126,465	148,184	140,430	152,888	118,353	134,631	129,582	155,662	1,8%	20,1%
Crédits de trésorerie	563,662	524,271	564,729	597,519	582,992	618,590	641,160	691,191	716,098	22,8%	3,6%
(dt) Entrepreneurs individuels	115,579	116,394	119,198	117,114	115,248	117,227	115,353	115,039	117,583	2,0%	2,2%
Comptes ordinaires débiteurs	196,868	286,289	257,556	258,599	277,983	261,869	292,765	300,391	284,141	2,2%	-5,4%
Affacturage	119,889	112,441	126,566	128,333	141,791	122,657	137,993	142,159	175,528	23,8%	23,5%
Crédits d'investissement	2 419,384	2 415,080	2 496,864	2 636,236	2 739,789	2 813,642	2 793,808	2 838,401	2 921,793	6,6%	2,9%
Crédits à l'équipement	2 178,793	2 169,270	2 225,354	2 356,845	2 480,486	2 500,852	2 510,335	2 539,964	2 615,095	5,4%	3,0%
(dt) Entrepreneurs individuels	229,292	229,914	229,943	229,485	224,845	215,537	211,458	212,932	210,348	-6,4%	-1,2%
Crédit-bail	240,591	245,810	271,510	279,391	259,303	312,790	283,473	298,437	306,698	18,3%	2,8%
Crédits à l'habitat	648,055	659,582	688,705	729,085	798,074	814,528	834,727	860,444	895,406	12,2%	4,1%
Autres crédits	59,328	55,896	49,036	52,504	59,770	55,437	55,836	62,483	55,475	-7,2%	-11,2%
Encours sain	4 163,749	4 180,024	4 331,640	4 542,706	4 753,287	4 805,076	4 890,920	5 024,651	5 204,103	9,5%	3,6%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 596,241	1 581,413	1 597,906	1 637,096	1 655,381	1 647,641	1 667,203	1 690,226	1 668,513	0,8%	-1,3%
Crédits de trésorerie	1 476,245	1 464,565	1 483,211	1 515,022	1 541,583	1 522,788	1 544,879	1 565,450	1 546,868	0,3%	-1,2%
Comptes ordinaires débiteurs	55,534	53,922	53,255	47,614	45,921	47,515	46,536	47,817	41,249	-10,2%	-13,7%
Crédit-bail	64,462	62,926	61,440	74,460	67,877	77,338	75,788	76,959	80,396	18,4%	4,5%
Crédits à l'habitat	3 436,624	3 486,873	3 566,889	3 659,807	3 817,180	3 848,339	3 908,108	3 988,408	4 086,994	7,1%	2,5%
Autres crédits	2,452	1,663	2,378	1,842	2,547	3,359	2,594	2,203	2,149	-15,6%	-2,5%
Encours sain	5 035,317	5 069,949	5 167,173	5 298,745	5 475,108	5 499,339	5 577,905	5 680,837	5 757,656	5,2%	1,4%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	2,813	5,138	16,629	47,942	30,531	38,536	19,517	26,349	32,250	5,6%	22,4%
Crédits de trésorerie	2,729	3,443	16,237	47,650	28,194	36,262	16,851	23,944	28,233	0,1%	17,9%
Comptes ordinaires débiteurs	0,084	1,695	0,392	0,292	2,337	2,274	2,666	2,405	4,017	n.s	67,0%
Crédits d'investissement	400,685	493,998	430,440	418,137	597,865	578,058	556,639	550,681	552,268	-7,6%	0,3%
Crédits à l'équipement	400,621	492,988	430,440	418,137	597,865	578,058	556,639	550,681	552,268	-7,6%	0,3%
Autres crédits	2,358	2,516	1,327	1,291	2,479	3,305	4,053	2,155	2,416	-2,5%	12,1%
Encours sain	405,856	501,652	448,396	467,370	630,875	619,899	580,209	579,185	586,934	-7,0%	1,3%
Autres agents											
Encours sain	280,213	312,514	335,837	301,798	279,289	316,607	338,463	355,082	376,436	34,8%	6,0%
TOTAL											
Encours sain	9 885,135	10 064,139	10 283,046	10 610,619	11 138,559	11 240,921	11 387,497	11 639,755	11 925,129	7,1%	2,5%
Créances douteuses brutes	513,425	529,836	543,856	553,739	546,758	571,538	606,552	614,569	616,983	12,8%	0,4%
Créances douteuses nettes	159,542	173,543	176,275	186,954	191,696	201,436	222,158	234,543	233,318	21,7%	-0,5%
(dt) Entreprises	95,402	105,182	107,628	111,887	110,214	110,563	127,214	138,428	161,849	46,8%	16,9%
(dt) Ménages	63,461	67,942	68,168	74,660	81,027	88,522	92,771	94,035	69,414	-14,3%	-26,2%
Provisions	353,883	356,293	367,581	366,785	355,062	370,102	384,394	380,026	383,665	8,1%	1,0%
Encours brut total	10 398,560	10 593,975	10 826,902	11 164,358	11 685,317	11 812,459	11 994,049	12 254,324	12 542,112	7,3%	2,3%
Taux de créances douteuses	4,9%	5,0%	5,0%	5,0%	4,7%	4,8%	5,1%	5,0%	4,9%	0,2 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	68,9%	67,2%	67,6%	66,2%	64,9%	64,8%	63,4%	61,8%	62,2%	-2,8 pt	0,3 pt

L'évolution de l'endettement des agents économiques

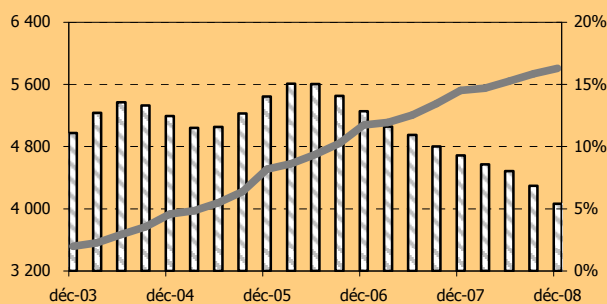
Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



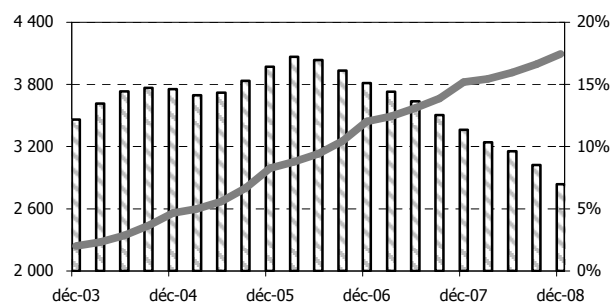
L'endettement des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

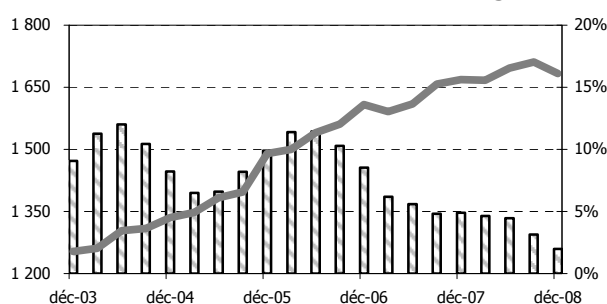
Ensemble des encours sains aux ménages



Crédits à l'habitat aux ménages



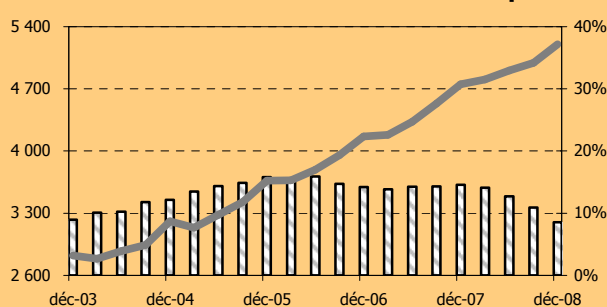
Crédits à la consommation des ménages



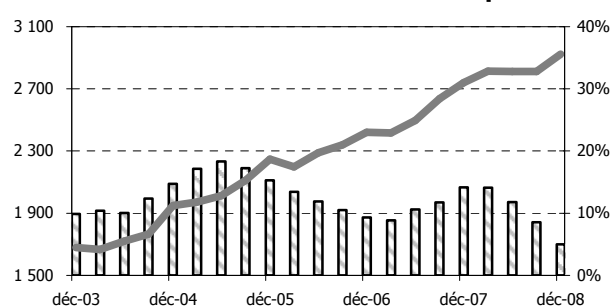
L'endettement des entreprises

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

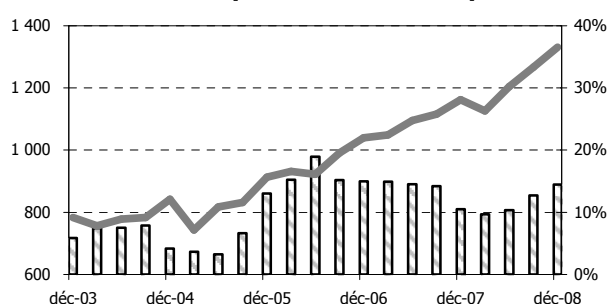
Ensemble des encours sains aux entreprises



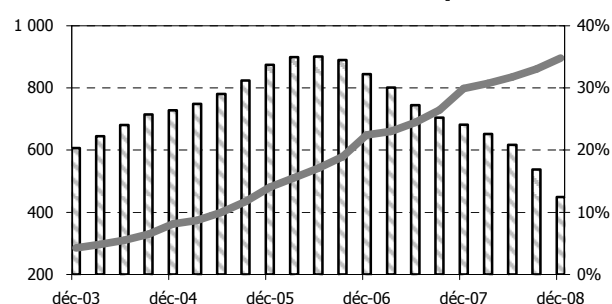
Crédits d'investissement des entreprises



Crédits d'exploitation des entreprises



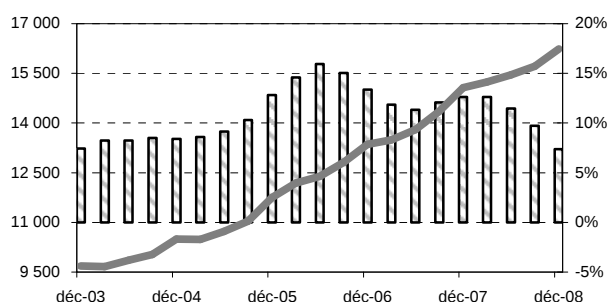
Crédits à l'habitat des entreprises



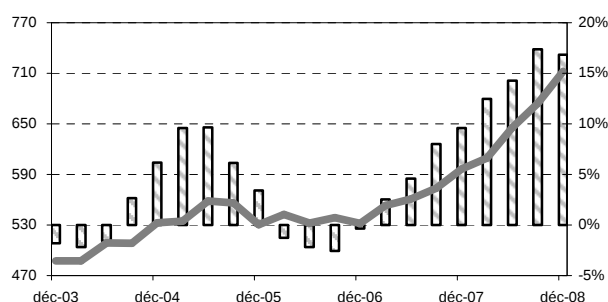
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 092,222	1 096,071	1 141,744	1 169,008	1 195,409	1 170,000	1 256,676	1 305,972	1 416,280	18,5%	8,4%
<i>Créances commerciales</i>	158,599	127,592	149,297	142,395	154,861	119,923	136,644	131,610	158,352	2,3%	20,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	585,529	544,911	583,798	618,424	593,592	636,398	665,274	705,928	769,853	29,7%	9,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	116,808	117,685	120,540	118,245	116,699	118,942	116,803	116,463	118,952	1,9%	2,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	206,637	294,690	267,527	265,095	288,100	276,645	301,265	310,970	296,374	2,9%	-4,7%
<i>Affacturage</i>	141,457	128,878	141,122	143,094	158,856	137,034	153,493	157,464	191,701	20,7%	21,7%
Crédits d'investissement	2 847,935	2 857,368	2 965,673	3 116,424	3 221,279	3 353,833	3 360,758	3 412,794	3 505,809	8,8%	2,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 455,694	2 455,184	2 534,810	2 680,092	2 801,400	2 879,327	2 924,513	2 953,541	3 033,316	8,3%	2,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	264,517	264,431	262,316	265,721	261,970	253,207	250,973	254,672	250,341	-4,4%	-1,7%
<i>Crédit-bail</i>	392,241	402,184	430,863	436,332	419,879	474,506	436,245	459,253	472,493	12,5%	2,9%
Crédits à l'habitat	2 333,000	2 359,680	2 409,115	2 552,179	2 652,189	2 661,169	2 679,166	2 697,956	2 750,522	3,7%	1,9%
Autres crédits	60,000	56,533	49,649	53,093	60,345	55,988	56,349	62,971	55,936	-7,3%	-11,2%
Encours sain	6 333,157	6 369,652	6 566,181	6 890,704	7 129,222	7 240,990	7 352,949	7 479,693	7 728,547	8,4%	3,3%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 656,334	1 641,213	1 660,240	1 701,937	1 720,891	1 712,645	1 732,128	1 756,217	1 733,818	0,8%	-1,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 536,254	1 524,290	1 545,445	1 579,811	1 606,658	1 587,699	1 609,698	1 631,325	1 612,048	0,3%	-1,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	55,618	53,997	53,355	47,666	46,356	47,608	46,642	47,933	41,374	-10,7%	-13,7%
<i>Crédit-bail</i>	64,462	62,926	61,440	74,460	67,877	77,338	75,788	76,959	80,396	18,4%	4,5%
Crédits à l'habitat	3 688,790	3 749,057	3 843,075	3 951,480	4 130,491	4 172,373	4 247,961	4 341,936	4 455,067	7,9%	2,6%
Autres crédits	2,452	1,663	2,378	1,842	2,547	3,359	2,594	2,203	2,149	-15,6%	-2,5%
Encours sain	5 347,576	5 391,933	5 505,693	5 655,259	5 853,929	5 888,377	5 982,683	6 100,356	6 191,034	5,8%	1,5%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	6,800	5,138	16,630	56,529	43,531	56,305	49,340	41,899	37,000	-15,0%	-11,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	6,716	3,443	16,238	56,237	41,194	54,031	46,674	39,494	32,983	-19,9%	-16,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,084	1,695	0,392	0,292	2,337	2,274	2,666	2,405	4,017	n.s	67,0%
Crédits d'investissement	1 249,699	1 322,018	1 277,170	1 336,043	1 675,016	1 633,881	1 615,853	1 610,588	1 734,945	3,6%	7,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 249,635	1 321,008	1 277,170	1 336,043	1 675,016	1 633,881	1 615,853	1 610,588	1 734,945	3,6%	7,7%
Crédits à l'habitat	50,033	0,133	0,126	0,126	0,112	0,106	0,100	0,094	0,089	-20,5%	-5,3%
Autres crédits	8,564	7,841	6,103	5,199	5,051	5,267	5,310	2,905	2,460	-51,3%	-15,3%
Encours sain	1 315,096	1 335,130	1 300,029	1 397,897	1 723,710	1 695,559	1 670,603	1 655,486	1 774,494	2,9%	7,2%
Autres agents											
Encours sain	356,960	391,175	420,513	406,374	360,469	410,742	445,200	480,791	545,602	51,4%	13,5%
TOTAL											
Encours sain	13 352,789	13 487,890	13 792,416	14 350,234	15 067,330	15 235,668	15 451,435	15 716,326	16 239,677	7,8%	3,3%
Créances douteuses brutes	532,008	553,453	560,867	573,869	596,551	609,422	645,460	674,224	712,188	19,4%	5,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	177,611	196,646	192,894	206,692	241,163	238,994	260,910	294,042	328,523	36,2%	11,7%
<i>(dt) Entreprises</i>	107,492	117,504	119,982	123,395	130,655	131,786	146,914	157,610	196,115	50,1%	24,4%
<i>(dt) Ménages</i>	69,357	76,638	73,970	80,604	86,406	93,967	97,655	99,558	74,750	-13,5%	-24,9%
Provisions	354,397	356,807	367,973	367,177	355,388	370,428	384,550	380,182	383,665	8,0%	0,9%
Encours brut total	13 884,797	14 041,343	14 353,283	14 924,103	15 663,881	15 845,090	16 096,895	16 390,550	16 951,865	8,2%	3,4%
Taux de créances douteuses	3,8%	3,9%	3,9%	3,8%	3,8%	3,8%	4,0%	4,1%	4,2%	0,4 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	66,6%	64,5%	65,6%	64,0%	59,6%	60,8%	59,6%	56,4%	53,9%	-5,7 pt	-2,5 pt

**Encours des crédits sains
distribués par l'ensemble des E.C.**



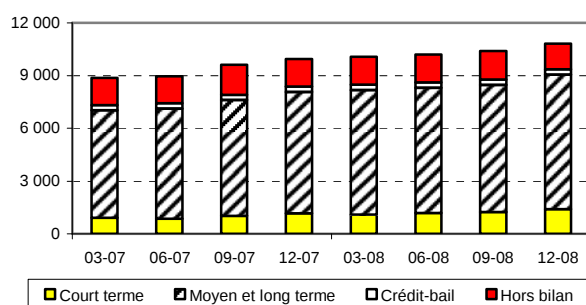
**Encours des crédits douteux bruts
de l'ensemble des E.C.**



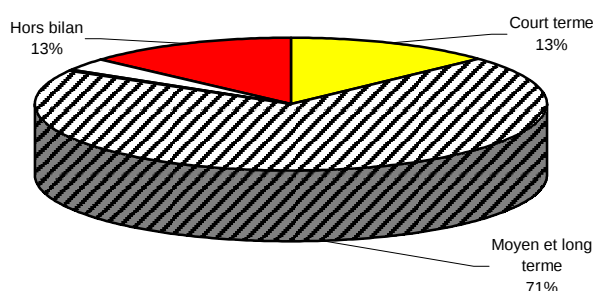
5. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

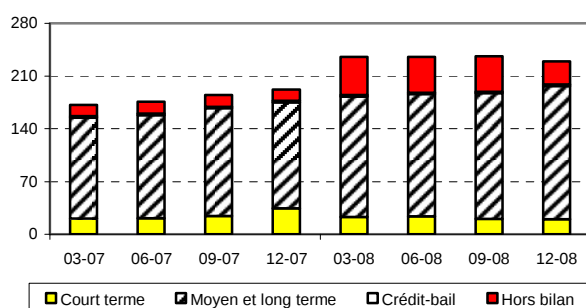


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2008

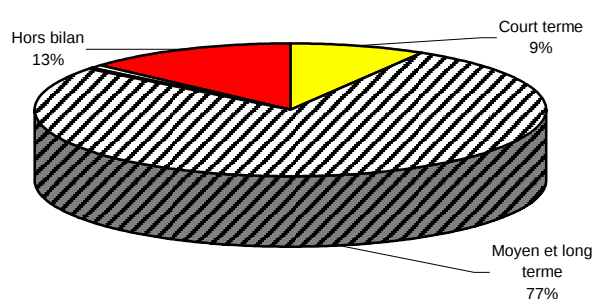


Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

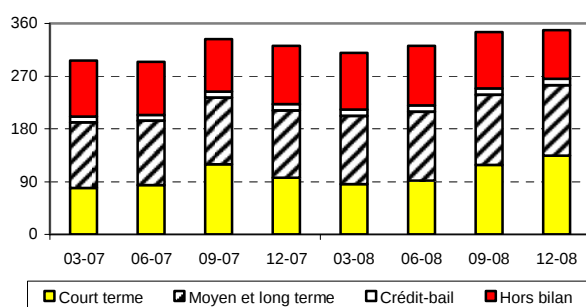


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2008

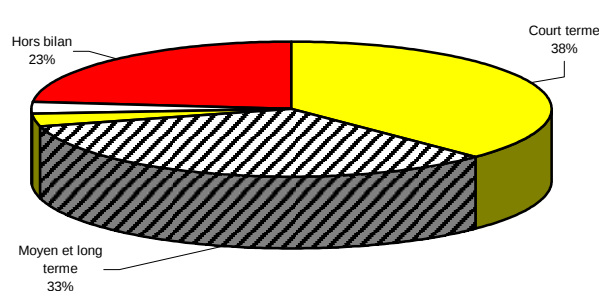


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

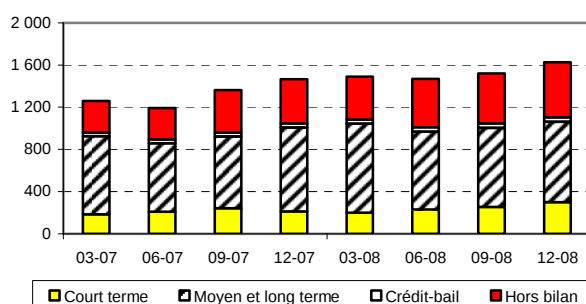


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2008

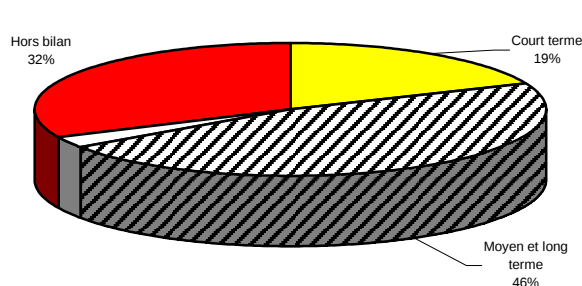


Risques bancaires sur le secteur de la construction

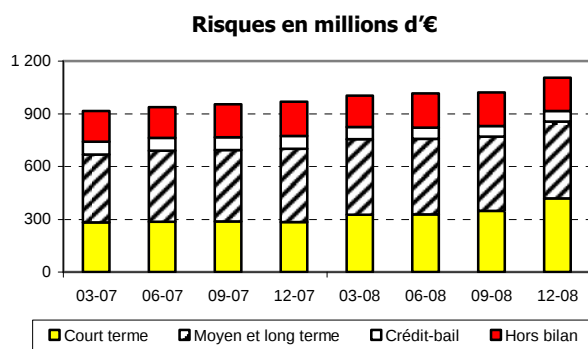
Risques en millions d'€



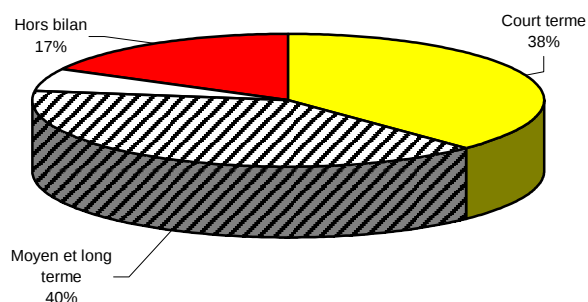
Répartition des risques par secteur à fin décembre 2008



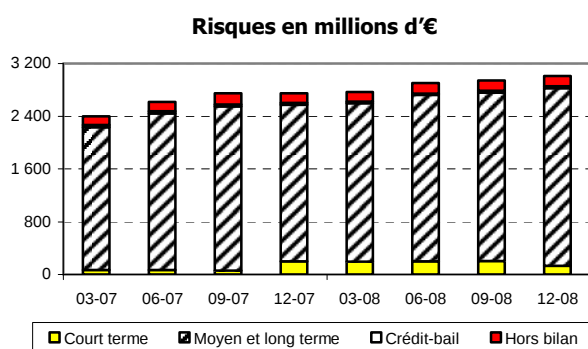
Risques bancaires sur le secteur du commerce



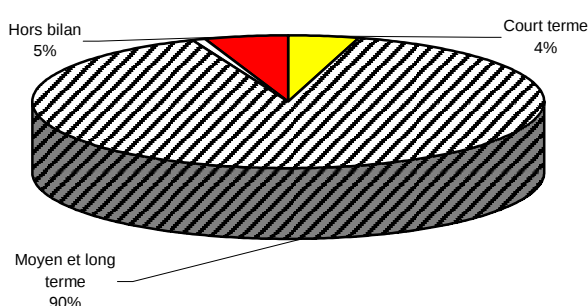
Répartition des risques par secteur à fin décembre 2008



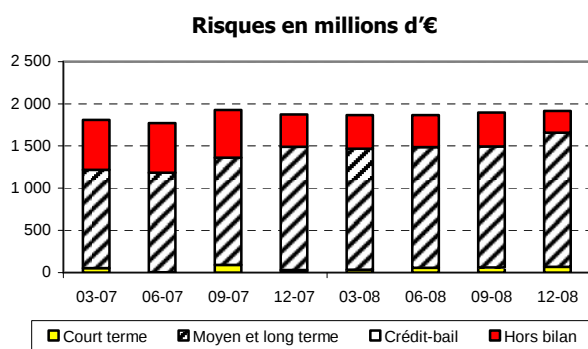
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



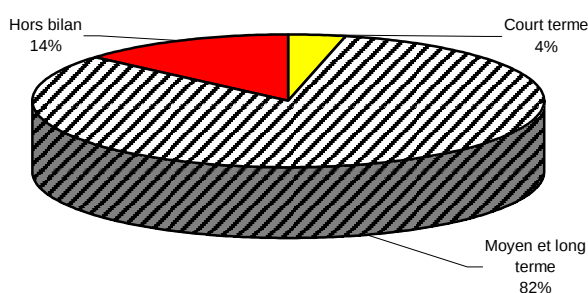
Répartition des risques par secteur à fin décembre 2008



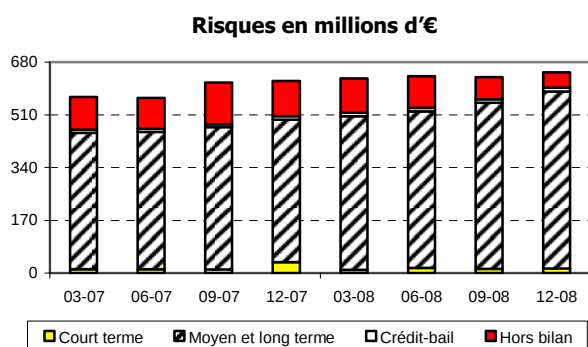
Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



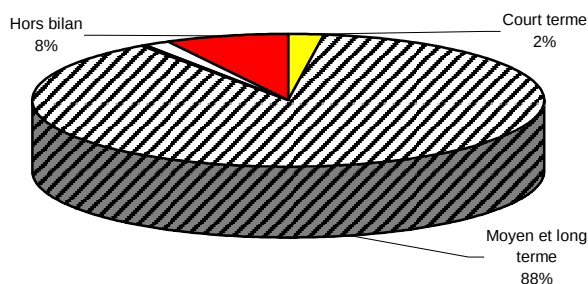
Répartition des risques par secteur à fin décembre 2008



Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale



Répartition des risques par secteur à fin décembre 2008



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

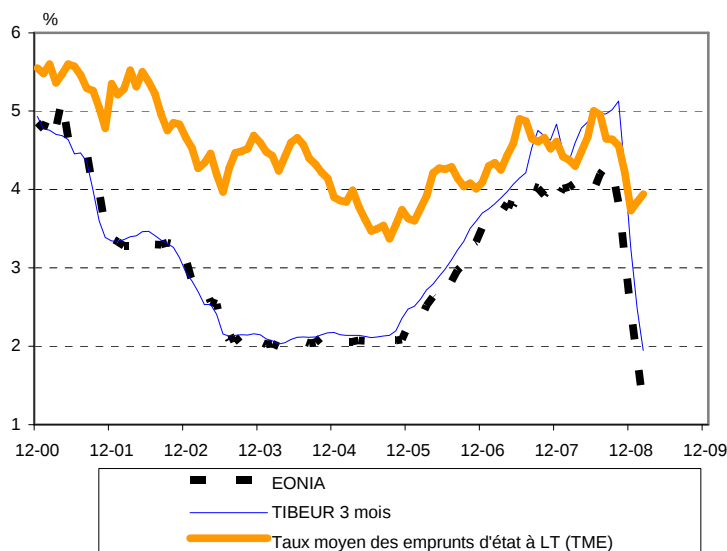
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (08/04/2009)	1,25%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt (08/04/2009)	2,25%

Taux de l'Epargne Réglementée (à compter du 1/02/2009)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
2,50%	2,50%	3,00%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	1,75%	

* Hors prime d'état

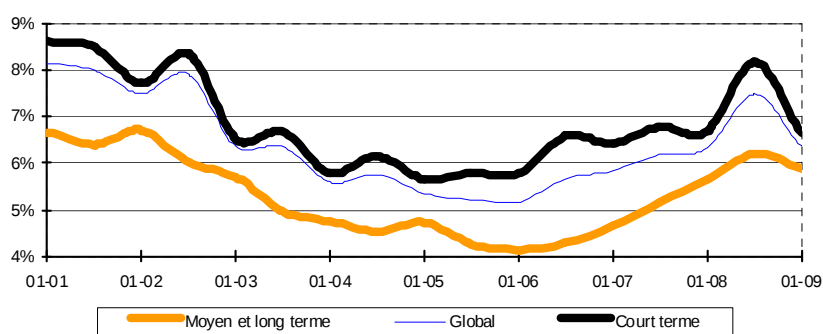
Taux d'intérêt légal	
Année 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%
Année 2009 (JO du 11/02/2009)	3,79%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-08	juil-08	janv-09
Court terme	6,67%	8,17%	6,64%
. Escompte	6,58%	7,86%	6,71%
. Découvert	6,96%	9,55%	7,22%
. Autres CT	6,33%	6,67%	5,66%
Moyen et long terme	5,64%	6,20%	5,87%
Taux moyen pondéré global	6,31%	7,48%	6,36%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		juil-07	oct-07	janv-08	avr-08	juil-08	oct-08	janv-09
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	6,41%	6,63%	7,12%	7,25%	7,31%	7,36%	7,80%
	- Prêts à taux variable	6,53%	6,72%	7,05%	7,16%	7,19%	7,46%	7,80%
	- Prêts relais	6,48%	6,53%	7,00%	7,25%	7,24%	7,53%	7,72%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,39%	20,49%	20,88%	20,60%	20,76%	21,09%	21,32%
	- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	8,93%	9,04%	9,39%	9,60%	9,68%	9,77%	9,92%
Prof.	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	19,85%	19,80%	20,16%	20,48%	20,51%	20,72%	21,11%
	- Découverts en compte (**)	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

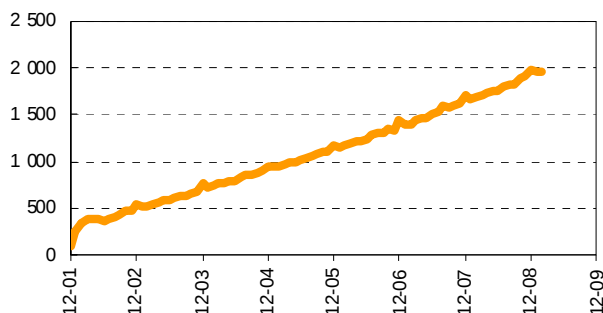
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

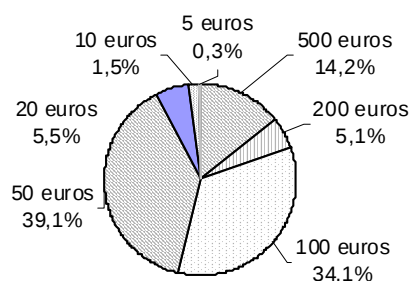
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin février 2009)

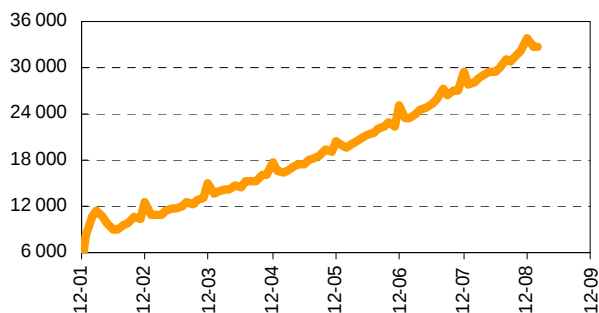
en valeur (en millions d'€)



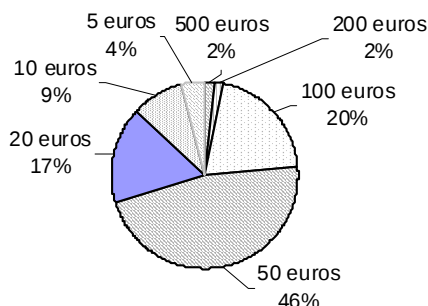
Répartition en valeur à fin février 2009



en volume (en milliers d'unités)



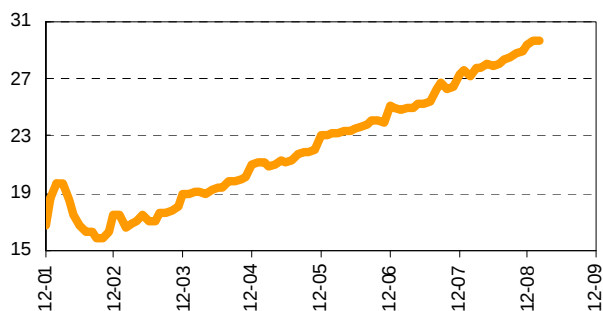
Répartition par quantité à fin février 2009



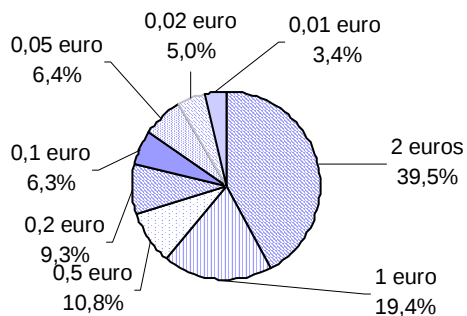
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin février 2009)

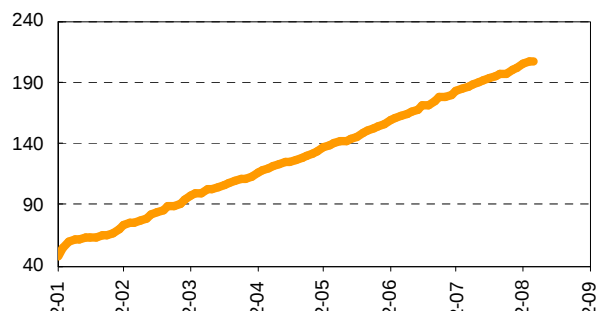
en valeur (en millions d'€)



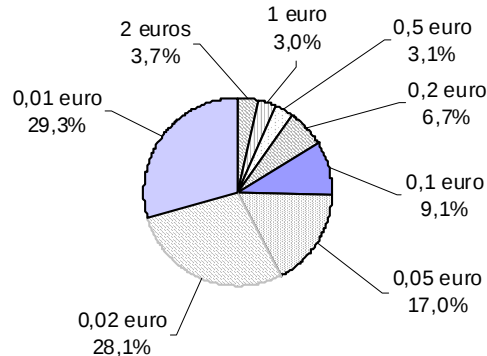
Répartition en valeur à fin février 2009



en volume (en millions d'unités)



Répartition par quantité à fin février 2009



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis
Réunion

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : F. DALLIER
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 31 mars 2009
Dépôt légal N° 138 – Mars 2009